



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/TIM/2006/8
6 décembre 2006

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DU BOIS

Soixante-quatrième session
Genève, 3-6 octobre 2006

RAPPORT DU COMITÉ DU BOIS SUR SA SOIXANTE-QUATRIÈME SESSION

Mise en œuvre de la réforme de la CEE: Le Comité a fait rapport sur la mise en œuvre de la réforme, y compris le mandat révisé, la mise en place d'un cadre plus formel de coopération avec la Conférence ministérielle pour la protection des forêts en Europe et le renforcement des politiques et institutions (par. 9).

La CEE/FAO dans un environnement international en incitation: Le Comité s'est félicité de l'étroite coopération qui existe, concernant les questions liées aux forêts en Europe, entre la CEE, la FAO et la Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe, qui est fondée sur la compréhension et la confiance, et a commencé l'examen de la contribution régionale au Forum des Nations Unies sur les forêts (par. 11 à 15).

Approche intersectorielle, renforcement des liens avec les autres comités sectoriels de la CEE: Le Comité a approuvé les activités de coopération avec la Convention de la CEE sur l'eau et le Comité de l'énergie durable, et a été informé d'une demande formulée par la Convention d'Aarhus (par. 16 à 21).

Évolution des marchés en 2006 et perspectives pour 2007: Les débats ont montré que le marché dans la région de la CEE subissait l'influence du commerce de produits forestiers ainsi que des politiques en matière d'énergie tirée du bois, et d'achats et de changements climatiques de la Chine (par. 22 à 25).

Forum de politique générale CEE/FAO – Politiques en matière de marchés publics pour les produits du bois et articles en papier, et leurs effets sur la gestion durable des forêts et les marchés du bois: Le Forum a noté que les politiques en matière de marchés publics évoluaient rapidement et posaient de nombreuses questions complexes de pratiques et d'équité. Il a convenu que ces politiques devraient être suivies à intervalles périodiques (par. 26 à 29).

Le Comité a examiné ses activités et a approuvé son programme de travail pour 2008, les travaux des équipes de spécialistes et les propositions visant à renforcer le suivi des questions de politique dans le domaine du bois (par. 30 à 32).

TABLE DES MATIÈRES

| | <i>Paragraphes</i> | <i>Page</i> |
|--|--------------------|-------------|
| I. INTRODUCTION | 1 – 7 | 3 |
| II. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 1 de l'ordre du jour)..... | 8 | 3 |
| III. MISE EN ŒUVRE DE LA RÉFORME DE LA CEE ET SUITE DE LA SESSION DE 2006 DE LA COMMISSION (point 2 de l'ordre du jour)..... | 9 – 11 | 4 |
| IV. LA CEE/FAO DANS UN ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL EN MUTATION: SÉANCE D'INFORMATION ET EXAMEN DES FAITS RÉCENTS (point 3 de l'ordre du jour) | 12 – 16 | 5 |
| V. APPROCHE INTERSECTORIELLE: RENFORCEMENT DES LIENS AVEC LES AUTRES COMITÉS SECTORIELS DE LA CEE (point 4 de l'ordre du jour) | 17 – 22 | 6 |
| VI. ÉVOLUTION DES MARCHÉS EN 2006 ET PERSPECTIVES POUR 2007 (point 5 de l'ordre du jour) | 23 – 26 | 7 |
| VII. FORUM DE POLITIQUE GÉNÉRALE CEE/FAO: POLITIQUES EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS POUR LES PRODUITS DU BOIS ET LES ARTICLES EN PAPIER, ET LEURS EFFETS SUR LA GESTION DURABLE DES FORÊTS ET LES MARCHÉS DU BOIS (point 6 de l'ordre du jour)..... | 27 – 30 | 7 |
| VIII. EXAMEN DES ACTIVITÉS DEPUIS LA SOIXANTE-TROISIÈME SESSION ET PROGRAMME DE TRAVAIL JUSQU'EN 2008 (point 7 de l'ordre du jour)..... | 31 – 33 | 9 |
| IX. ÉLECTION DU BUREAU (point 8 de l'ordre du jour)..... | 34 | 10 |
| X. QUESTIONS DIVERSES (point 9 de l'ordre du jour) | 35 | 10 |
| XI. DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION (point 10 de l'ordre du jour)..... | 36 | 10 |
| XII. ADOPTION DU RAPPORT (point 11 de l'ordre du jour) | 37 – 38 | 10 |

Annexe

| | |
|--|----|
| I. Comité du bois de la CEE et Commission européenne des forêts de la FAO, Programme de travail intégré sur les forêts et le bois, 2006-2008..... | 11 |
|--|----|

I. INTRODUCTION

1. Le Comité du bois de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE) a tenu sa soixante-quatrième session à Genève du 3 au 6 octobre 2006. Y ont participé des représentants des pays suivants: Allemagne, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Bulgarie, Canada, Danemark, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Irlande, Italie, Lettonie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse et Turquie.

2. Des représentants de la Commission européenne ont participé à la session.

3. Des représentants de l'Australie, du Brésil, de la Malaisie, du Mexique et de la Nouvelle-Zélande ont également participé à la session en vertu de l'article 11 du mandat de la Commission.

4. Des représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du secrétariat du Forum des Nations Unies sur les forêts, de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont assisté à la session.

5. Les organisations intergouvernementales ci-après étaient également représentées: Institut européen des forêts (IEF), Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) et Organe de liaison à Varsovie de la Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe.

6. Les organisations non gouvernementales (ONG) ci-après étaient représentées: American Forest and Paper Association, Confédération des industries papetières européennes (CEPI), Confédération européenne des industries du bois (CEI-BOIS), Fédération européenne du négoce du bois (FEBO), European Network of Forest Entrepreneurs (ENFE), European Panel Federation (EPF), Association des forêts d'État européennes (EUSTAFOR), Forest Stewardship Council (FSC), Programme européen des forêts certifiées (PECF), Tropical Forest Trust (TFT), World Business Council on Sustainable Development (WBCSD) et Fonds mondial pour la nature (WWF).

7. Le Président, M. H. Pajuoja (Finlande), a ouvert la session. M. M. Belka, Secrétaire exécutif de la CEE, a accueilli les délégations et a pris la parole. M. W. Killmann, Directeur de la Division des produits et de l'économie forestière de la FAO, a également pris la parole.

II. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 1 de l'ordre du jour)

Documentation: ECE/TIM/2006/1

8. L'ordre du jour provisoire a été adopté avec quelques modifications du calendrier des réunions. Le Comité a vivement regretté que certains des documents de la session ne soient pas disponibles dans toutes les langues officielles et a prié le secrétariat de remédier à cette situation lors des prochaines sessions.

III. MISE EN ŒUVRE DE LA RÉFORME DE LA CEE ET SUITE DE LA SESSION DE 2006 DE LA COMMISSION (point 2 de l'ordre du jour)

Documentation: ECE/TIM/2006/2

9. M. P. Robineau, Conseiller principal auprès du Secrétaire exécutif de la CEE, et M^{me} V. Cram-Martos, Directrice de la Division du commerce et du bois de la CEE, ont fourni des informations sur la réforme de la CEE, qui avait été lancée en décembre 2005 et qui se poursuivait. Le Comité s'est félicité du degré élevé de priorité accordé à ses travaux dans le cadre de cette réforme, qui s'est traduit par un accroissement de ses ressources sous forme de création d'un poste supplémentaire d'administrateur au secrétariat.

10. Suite à la demande du Comité exécutif de la CEE, le Comité a adopté le texte suivant:

«Le Comité a examiné le Plan de travail pour la réforme de la CEE et les décisions correspondantes adoptées par la Commission à sa soixante et unième session et est convenu:

a) De soumettre son mandat révisé (annexe I du document ECE/TIM/2006/2) et celui du Groupe de travail FAO/CEE de l'économie forestière et des statistiques des forêts (annexe II) au Comité exécutif de la CEE pour approbation;

b) D'informer le Comité exécutif qu'il s'emploie à intensifier sa coopération avec la Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe et a examiné la possibilité de définir un cadre formel pour cette coopération;

c) D'informer le Comité exécutif que ses travaux de suivi et d'analyse des politiques et institutions se développent dans la direction indiquée à l'annexe IV du document ECE/TIM/2006/7;

d) De soumettre au Comité exécutif un rapport sur la participation du secteur privé et des organisations non gouvernementales à ses activités comme indiqué dans la brève déclaration qui figure à l'annexe III du document ECE/TIM/2006/2;

e) De soumettre au Comité exécutif les informations concernant la répartition des ressources entre les différents éléments de son programme indiqués à l'annexe IV du document ECE/TIM/2006/2;

f) D'inviter les délégations nationales auprès du Comité à établir des relations de travail avec les services des ministères étrangers participant aux travaux de la CEE afin de renforcer la cohérence et la logique des activités de la CEE.».

11. Le Comité a été informé que son bureau et celui de la Commission européenne des forêts tiendraient à la fin de la session, le vendredi 6 octobre 2006, une réunion avec le Comité exécutif de la CEE.

**IV. LA CEE/FAO DANS UN ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL EN
MUTATION: SÉANCE D'INFORMATION ET EXAMEN DES FAITS RÉCENTS
(point 3 de l'ordre du jour)**

Documentation: ECE/TIM/2006/3

12. Le Comité a examiné son rôle et son orientation stratégique à la lumière des mutations de l'environnement international, ainsi que sur la base d'informations concernant les activités de la FAO (présentées par M. W. Killmann), de la Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe (présentées par M. P. Borkowski) et du Forum des Nations Unies sur les forêts (présentées par M^{me} C. Santamaria).

13. Le Comité a pris note des activités de la Commission européenne des forêts, du Comité des forêts, du Bureau sous-régional des forêts pour l'Europe de la FAO et du Partenariat sur les forêts.

14. Le Comité a pris note et s'est félicité de la coopération qui s'était instaurée entre les trois partenaires, à savoir la CEE, la FAO et la Conférence ministérielle, et qui reposait sur la compréhension et la confiance. La valeur et les avantages mutuels de cette coopération à l'échelle paneuropéenne ont été confirmés, et les synergies créées ont été considérées comme une parfaite illustration de la coopération régionale aux fins de la mise en œuvre d'une gestion durable des forêts. Un calendrier commun de réunions avait récemment été arrêté avec l'Union européenne et devrait contribuer à l'harmonisation des ordres du jour, ainsi qu'à la planification de réunions conjointes ou coordonnées. Le Comité s'est félicité de la proposition tendant à étudier la possibilité d'organiser en 2008, immédiatement après ou pendant la réunion conjointe du Comité, de la Commission européenne des forêts et de la Conférence européenne, une semaine européenne des forêts qui constituerait une contribution régionale de l'Europe au Forum des Nations Unies sur les forêts.

15. Le Comité a été informé que les questions liées à l'énergie tirée du bois et à la biomasse, ainsi que les liens entre forêt et eau, pourraient faire l'objet d'une résolution qui serait adoptée lors de la Conférence ministérielle prévue à Varsovie en novembre 2007.

16. Le Forum des Nations Unies sur les forêts a présenté la résolution adoptée par le Conseil économique et social, qui avait renouvelé le mandat du Forum, présentait des perspectives de progrès concernant la gestion durable des forêts, prévoyait de freiner le déboisement, renforçait la contribution des forêts à la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international, en particulier les objectifs du Millénaire, et confirmait l'accord visant à mettre au point et à adopter, lors de la septième session du Forum, en avril 2007, un instrument non juridiquement contraignant pour toutes les catégories de forêts. Le Comité a pris note du fait que par cette résolution, le Conseil économique et social priait les organes régionaux et sous-régionaux s'intéressant aux forêts de renforcer leur coopération et de contribuer au Forum par des activités à visée régionale.

V. APPROCHE INTERSECTORIELLE: RENFORCEMENT DES LIENS AVEC LES AUTRES COMITÉS SECTORIELS DE LA CEE (point 4 de l'ordre du jour)

Documentation: ECE/TIM/2006/4

17. Le Comité a affirmé que le secteur forestier devait se tenir au courant de l'évolution des institutions et des politiques ayant une incidence sur sa situation. Il est de plus en plus largement admis qu'il est indispensable de comprendre ce qui se passe dans d'autres secteurs comme ceux de l'énergie, de l'environnement, de l'eau, de l'agriculture/de l'utilisation des sols et du commerce, et de communiquer avec eux. Le Comité a approuvé les suggestions formulées par l'Atelier sur les forêts: bénéfices communs, responsabilités partagées, politiques multiples, tenu en Lettonie en octobre 2005, selon lequel la CEE, la FAO et la Conférence ministérielle sur les forêts en Europe devraient renforcer leur approche intersectorielle dans leurs différents domaines d'activités, à savoir l'évolution des ressources forestières, l'étude des marchés et le suivi et l'analyse des politiques et des institutions.

18. Le Comité a été informé des activités de coopération passées et des possibilités de coopération futures avec la Convention sur l'eau et le Comité de l'énergie durable de la CEE. Il a remercié M^{me} F. Bernardini, Secrétaire de la Convention de la CEE sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux ainsi que M. G. Sambucini, responsable du projet Efficacité énergétique 21 de leurs exposés sur les règles de la CEE relatives au paiement des services écosystémiques dans le cadre de la Convention sur l'eau et le renforcement de la coopération régionale dans le domaine de la création d'un marché et des investissements, respectivement.

19. La nécessité d'un échange d'informations et d'une coordination entre le Comité du bois et le Comité de l'environnement est devenue manifeste à l'occasion de la rédaction du projet de règles sur le paiement des services écosystémiques négocié dans le cadre de la Convention sur l'eau. Le Comité s'est félicité de la coopération entre la CEE et la Conférence ministérielle pour la protection des forêts en Europe à l'occasion de l'adoption éventuelle par la Conférence ministérielle d'une résolution sur l'eau et les forêts.

20. Le Comité a pris note avec intérêt des travaux du Comité de l'énergie durable et a exprimé son souhait d'étudier quels pourraient être les domaines qui pourraient faire l'objet d'une coopération, comme suggéré lors de divers séminaires consacrés au bois et à la biomasse en tant que sources d'énergies renouvelables, à l'occasion d'activités d'assistance technique, et dans le cadre de propositions d'investissements susceptibles de bénéficier d'un financement. Il a convenu de présenter des propositions de domaines de coopération à la prochaine session du Comité de l'énergie durable prévue en novembre 2006.

21. M. J. Wates, Secrétaire de la Convention d'Aarhus et des Lignes directrices d'Almaty sur les moyens de promouvoir l'application des principes de la Convention d'Aarhus dans les instances internationales a informé le Comité de la création d'une équipe spéciale chargée d'obtenir les points de vue de ces instances au sujet des Lignes directrices, et de tirer parti de leurs expériences. Le Comité a demandé à son secrétariat d'étudier la question, en coopération avec les bureaux de la Convention et des Lignes directrices. Toute réponse devrait être communiquée à l'ensemble des membres pour observation.

22. Le Comité s'est félicité des travaux menés par la FAO, en coopération avec la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, concernant les liens entre forêts et changements climatiques, et notamment de la tenue d'un atelier consacré aux réductions des émissions de gaz à effet de serre liées à la déforestation dans les pays en développement. La CEE, la FAO et la Conférence ministérielle pour les forêts en Europe prévoyaient d'organiser un séminaire international sur l'énergie et l'industrie des produits forestiers en octobre 2006 à Rome, et un autre séminaire sur l'utilisation des ressources en bois comme source d'énergie en janvier 2007 à Genève. Une enquête commune sur l'énergie tirée du bois, réalisée conjointement par la CEE/FAO, l'Agence internationale de l'énergie et l'Union européenne devrait fournir de nouvelles informations sur l'utilisation du bois en tant que source d'énergie.

VI. ÉVOLUTION DES MARCHÉS EN 2006 ET PERSPECTIVES POUR 2007

(point 5 de l'ordre du jour)

Documentation: ECE/TIM/2006/5

23. Dans le cadre de son débat annuel sur les marchés, le Comité a passé en revue la situation des marchés des produits forestiers en se fondant sur la *Revue annuelle des marchés des produits forestiers 2005-2006*, les rapports écrits des pays et les perspectives nationales pour 2006 et 2007, ainsi que des exposés d'experts. Le thème du débat était «L'influence de la Chine sur les marchés des produits forestiers dans la région de la CEE». Les participants ont approuvé une déclaration sur les marchés qui devait par la suite être publiée sous forme de communiqué de presse et largement diffusée via le site Web du Comité.

24. Le Comité a noté que les informations sur les marchés de produits forestiers certifiés étaient insuffisantes, notamment concernant les volumes traités par chaque élément de la chaîne de certification. Il a prié le Groupe de travail CEE/FAO de l'économie forestière et des statistiques des forêts de continuer à rechercher comment améliorer la situation, avec la participation des partenaires concernés.

25. Le Comité a proposé comme thème pour le forum de 2007 «Mobilisation des ressources en bois en tant que matière première, que source d'énergie ou pour les changements climatiques: recherche de solutions». Ce forum devrait être lié aux travaux concernant l'atelier de la Conférence ministérielle/CEE/FAO de janvier 2007 sur la mobilisation dans le cadre de la gestion durable des forêts de ressources en bois supplémentaires pour l'énergie et en tant que matière première, déjà inscrit au programme de travail de la Conférence ministérielle.

26. Le Comité a remercié les experts de leurs exposés, que l'on peut consulter sur son site Web (www.unece.org/trade/timber).

VII. FORUM DE POLITIQUE GÉNÉRALE CEE/FAO: POLITIQUES EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS POUR LES PRODUITS DU BOIS ET LES ARTICLES EN PAPIER, ET LEURS EFFETS SUR LA GESTION DURABLE DES FORÊTS ET LES MARCHÉS DU BOIS (point 6 de l'ordre du jour)

Documentation: ECE/TIM/2006/6

27. Le Comité du bois a organisé, avec la FAO, un forum d'une journée sur les politiques en matière de marchés publics pour les produits du bois et les articles en papier, et leurs effets sur la gestion durable des forêts et les marchés du bois.

28. Des représentants d'un certain nombre d'organisations ont fait des exposés, que l'on peut consulter sur le site Web du Comité (www.unece.org/trade/timber).

29. Les principales conclusions du forum, telles que résumées par le Président et approuvées par le Comité, ont été les suivantes:

- a) L'adoption de politiques en matière de marchés publics pour les produits forestiers bénéficie d'un soutien politique important;
- b) Seul un petit nombre de pays appliquent en fait des politiques en matière de marchés publics;
- c) Les gouvernements ont un double rôle, à la fois d'organe de réglementation et d'acheteur;
- d) Les pays les plus avancés travaillent déjà ensemble;
- e) L'environnement juridique international est complexe;
- f) Il existe de nombreuses difficultés concrètes de mise en œuvre, en particulier en raison de la complexité que pose l'évaluation des systèmes de certification;
- g) Les intervenants sur le marché se sont montrés fortement préoccupés par certains aspects des politiques en matière de marchés publics, notamment les procédures à suivre, la diversité d'approche d'un pays à l'autre et le risque de création de barrières commerciales inutiles. Ils estimaient notamment que les conditions des marchés sur lesquels ils intervenaient changeaient trop fréquemment;
- h) Il a été proposé que les politiques en matière de marchés publics tiennent compte d'une approche progressive de la gestion durable des forêts;
- i) Il est indispensable de faire preuve de pragmatisme lors de l'élaboration et de l'application des politiques en matière de marchés publics;
- j) Les politiques en matière de marchés publics ne peuvent résoudre tous les problèmes immédiatement: les attentes ne devraient par conséquent pas être trop fortes;
- k) Les politiques en matière de marchés publics peuvent servir de modèle pour le secteur privé;
- l) La «légalité» est de plus en plus considérée comme une norme minimum;
- m) Les concepteurs des politiques en matière de marchés publics ont rencontré des difficultés lorsqu'il s'est agi d'accepter les certificats des mécanismes de certification et «d'autres documents» comme preuve d'une gestion durable;
- n) Les politiques en matière de marchés publics devraient permettre d'éviter de donner un avantage à ceux qui se livrent à l'abattage illégal et aux négociants qui ne respectent pas les règles;

- o) Le bois exploité de façon non durable ou illégalement arrive sur les marchés sous forme de produits à valeur ajoutée, contournant ainsi les politiques en matière de marchés publics qui ne portent que sur les produits primaires. En dépit des difficultés techniques, les politiques en la matière devraient envisager de porter également sur les produits à valeur ajoutée comme le font déjà certains pays;
- p) À l'heure actuelle, seuls les produits en bois doivent répondre aux critères d'une exploitation durable. Ce fait, de même que des coûts de transaction qui pourraient se révéler excessifs, risquent de se traduire par un effet de substitution en faveur de matériaux moins écologiques, tels que le plastique;
- q) Les effets positifs des politiques en matière de marchés publics sur la gestion durable des forêts sont difficiles à prouver;
- r) Les politiques en matière de marchés publics peuvent défavoriser les entreprises de petite taille ou communautaires, et les pays moins développés;
- s) On a besoin de davantage d'informations et de statistiques, ainsi que de transparence et d'exhaustivité;
- t) Il faudrait trouver un équilibre pragmatique entre précision et simplicité;
- u) Les politiques en matière de marchés publics devraient encourager l'utilisation de bois produit de manière durable;
- v) En raison de la complexité des questions et du dynamisme du développement, il importe que les pays et les parties prenantes échangent des informations, coopèrent et coordonnent leur action.

30. Les participants ont convenu que les politiques en matière de marchés publics étaient importantes, se développaient rapidement et qu'elles devraient être périodiquement examinées. Ils se sont félicités des travaux de la FAO et de la CEE concernant la surveillance des politiques et des institutions dans le secteur forestier, et leur ont demandé d'inclure les politiques en matière de marchés publics et leur impact sur les marchés dans leurs évaluations. En particulier, il faudrait demander aux pays de faire figurer à partir de 2007 les dernières informations en matière de politiques de marchés publics dans leurs rapports nationaux annuels sur les marchés.

VIII. EXAMEN DES ACTIVITÉS DEPUIS LA SOIXANTE-TROISIÈME SESSION ET PROGRAMME DE TRAVAIL JUSQU'EN 2008 (point 7 de l'ordre du jour) Documentation: ECE/TIM/2006/7

31. Le Comité a examiné ses activités et son programme de travail jusqu'en 2008, à savoir les activités mises en œuvre depuis la soixante-troisième session et prévues pour 2006-2007, la liste des produits, les activités des équipes de spécialistes, les propositions de renforcement du suivi des questions et institutions, et les évaluations pour l'exercice biennal 2004-2005.

32. Le Comité s'est félicité de la publication du document thématique 43 «International Forest Sector Institutions and Policy Instruments for Europe: A Source Book» et a décidé de l'afficher

sur son site Web, ainsi que de le mettre à jour régulièrement. Il a également convenu de le faire figurer dans la liste des produits qui figurent à l'annexe II du document ECE/TIM/2006/7.

33. Après avoir entendu une présentation générale du Conseiller principal auprès du Secrétaire exécutif, le Comité a examiné le rapport d'exécution du sous-programme pour l'exercice biennal 2004-2005. Il s'est félicité de l'adoption d'une approche fondée sur les résultats et a noté que compte tenu du niveau élevé de performance déjà atteint, maintenir un tel niveau constituait déjà un véritable défi.

IX. ÉLECTION DU BUREAU (point 8 de l'ordre du jour)

34. Le Comité a élu M. Johann Dengg (Allemagne) Président, et MM. Heikki Pajuoja (Finlande) et Branko Glavonjic (Serbie) Vice-Présidents, pour un mandat allant jusqu'à la fin de la soixante-cinquième session. Il a chaleureusement remercié le Vice-Président sortant, M. Florian Borlea (Roumanie) de sa contribution à ses travaux en tant que Président et Vice-Président.

X. QUESTIONS DIVERSES (point 9 de l'ordre du jour)

35. Sans objet.

XI. DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION (point 10 de l'ordre du jour)

36. À condition que des services de conférence soient disponibles, la semaine du 8 au 12 octobre 2007 a été provisoirement réservée pour la soixante-cinquième session du Comité qui aura lieu à Genève. Cette date tardive s'explique par la tenue envisagée de discussions conjointes avec la Conférence internationale des résineux.

XII. ADOPTION DU RAPPORT (point 11 de l'ordre du jour)

37. Le Comité a adopté le rapport de ses débats au titre des points 1 à 5 de l'ordre du jour sur la base d'un projet préparé par le secrétariat. Par la suite, les bureaux ont approuvé le reste du rapport.

38. Le présent rapport constitue le compte rendu officiel de la session du Comité du bois, tel qu'il a été approuvé par les participants. Il est destiné aux participants à la session, aux personnels des ministères responsables des activités relatives aux forêts/au bois et aux Nations Unies, ainsi qu'à d'autres experts et parties prenantes intéressés. Des informations complémentaires peuvent être obtenues auprès de la Section du bois de la CEE, Palais des Nations, 1211 Genève 10 (Suisse), sur info.timber@unece.org ou sur <http://unece.org/trade/timber/>.

Annexe

**COMITÉ DU BOIS DE LA CEE ET COMMISSION EUROPÉENNE
DES FORÊTS DE LA FAO**

**PROGRAMME DE TRAVAIL INTÉGRÉ SUR LES FORÊTS
ET LE BOIS, 2006-2008**

Objectif

Contribuer à la gestion durable des forêts, y compris l'utilisation rationnelle et légale du bois, ainsi que des autres produits et services forestiers, dans toute la région de la CEE, et mettre en place les moyens de mesurer les progrès accomplis.

Pour contribuer à la réalisation de cet objectif, le Comité du bois et la Commission européenne des forêts favoriseront la coopération entre les pays de la région et mettront en place des initiatives aux niveaux régional et sous-régional.

| Domaine d'activité 1. Marchés et statistiques | |
|--|---|
| | Éléments de programme |
| 1.1 | Statistiques de la production, du commerce, de la consommation et des prix des produits forestiers |
| 1.2 | Analyse des marchés des produits forestiers, en particulier de leurs aspects d'actualité ayant une incidence sur les politiques forestières |
| 1.3 | Renforcement des capacités de commercialisation des produits forestiers dans les pays en transition |
| 1.4 | Suivi et analyse des marchés des produits forestiers certifiés |
| 1.5 | Statistiques des incendies de forêt |
| 1.6 | Équipe de spécialistes des marchés et de la commercialisation des produits forestiers |

| Domaine d'activité 2. Évaluation des ressources forestières et indicateurs de la gestion durable des forêts dans la région | |
|---|--|
| | Éléments de programme |
| 2.1 | Indicateurs de la gestion durable des forêts dans la région |
| 2.2 | Contribution régionale à l'évaluation mondiale des ressources forestières |
| 2.3 | Appui à la mise au point de systèmes nationaux de surveillance des forêts |
| | Assurer les services de secrétariat de l'Équipe de spécialistes de l'évaluation des ressources forestières |

Domaine d'activité 3. Études sur les perspectives du secteur forestier: analyse et suivi

| | Éléments de programme |
|-----|--|
| 3.1 | Mise en œuvre et suivi de l'Étude sur les perspectives du secteur forestier en Europe (EFSOS) à déterminer |
| 3.2 | Questions intersectorielles intéressant les forêts au niveau paneuropéen |
| 3.3 | Incidences sur les politiques sectorielles de l'utilisation accrue de la dendroénergie |

Domaine d'activité 4. Aspects sociaux et culturels de la foresterie

| | Éléments de programme |
|-----|--|
| 4.1 | Rôle des femmes dans la foresterie |
| 4.2 | Dimension sociale de la gestion durable des forêts en Europe, c'est-à-dire sécurité et santé |
| 4.3 | Rôle des sous-traitants |

Domaine d'activité 5. Questions de politique générale et questions intersectorielles

| | Éléments de programme |
|-----|---|
| 5.1 | Contribution à la dimension régionale du dialogue international |
| 5.2 | Suivi des faits nouveaux survenus récemment sur le plan des politiques et des institutions |
| 5.3 | Évolution des politiques et des institutions du secteur forestier dans les pays de la CEI et de l'Europe du Sud-Est |
| 5.4 | Questions relatives au commerce et à l'environnement: |
| | 5.4.1 – Ampleur et causes de l'abattage et du commerce illégaux |
| 5.5 | Incendies de forêt |
| 5.6 | Communication sectorielle et intersectorielle |
| 5.7 | Élaboration de monographie par pays sur les forêts et les produits forestiers |
| | Assurer les services de secrétariat de l'Équipe de spécialistes des pays de la CEI et de l'Europe du Sud-Est |
